ARRÊTÉ portant REINTEGRATION APRES UN CONGÉ PARENTAL  
 DE CIVILITE PRENOM NOM

MonsieurMadamele Mairele Présidentla Présidente,

Nom de la collectivité,

VU, le code général de la fonction publique, notamment ses articles L515-1 à L515-9 et L 515-11,

VU, le décret n°86-68 du 13/01/1986 modifié relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l’intégration, notamment son titre V,

SI AGENT A TEMPS NON COMPLETVU, le décret n°91-298 du 20/03/1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

VU, le décret n°      du jj/mm/aaaa modifié portant statut particulier du cadre d’emplois des      , [cliquer ici pour retrouver la liste des statuts particuliers](https://cdg50.fr/wp-content/uploads/2023/03/Liste-de-quelques-statuts-particuliers-dans-la-fonction-publique-territoriale.docx)

VU, le décret n°      du jj/mm/aaaa modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux       territoriaux, [cliquer ici pour retrouver la liste des décrets portant échelonnement indiciaire](https://cdg50.fr/wp-content/uploads/2023/03/Liste-de-quelques-decrets-portant-echelonnement-indiciaire-dans-la-fonction-publique-territoriale.docx)

viser le dernier arrêté de situation de l'agent AVANT la mise en congé parental

**SOIT AVANCEMENT DE GRADE EN DERNIERE SITUATION**VU, l'arrêté en date du jj/mm/aaaa portant avancement de Civilité Prénom NOM au grade de d'grade titulaire à temps non complet (h/35h) et lela classant au      ème échelon de son grade, indice brut      , avec un reliquat d’ancienneté de année(s) mois jour(s), à compter du jj/mm/aaaa,

**SOIT TITULARISATION EN DERNIERE SITUATION**VU, l'arrêté en date du jj/mm/aaaa portant titularisation de Civilité Prénom NOM en qualité de d'grade titulaire à temps non complet (h/35h), et lela classant au      ème échelon de son grade, indice brut      , avec un reliquat d’ancienneté de année(s) mois jour(s), à compter du jj/mm/aaaa,

**SOIT AVANCEMENT D'ECHELON EN DERNIERE SITUATION**VU, l'arrêté en date du jj/mm/aaaa portant avancement de Civilité Prénom NOM, grade titulaire à temps non complet (h/35h), au      ème échelon de son grade, indice brut      , sans reliquat d’ancienneté, à compter du jj/mm/aaaa,

viser le ou les arrêtés plaçant l'agent en congé parental

VU, l'arrêté en date du jj/mm/aaaa plaçant Civilité Prénom NOM, grade titulaire à temps non complet, en position de congé parental, pour une durée de       mois, à compter du jj/mm/aaaa,

ouVU, les arrêtés plaçant Civilité Prénom NOM, grade titulaire à temps non complet, en position de congé parental, pour la période du jj/mm/aaaa au jj/mm/aaaa,

viser le motif de la réintégration

VU la demande formulée par Civilité Prénom NOM, grade titulaire à temps non complet sollicitant sa réintégration à compter du jj/mm/aaaa,

Ou en l'absence de courrierConsidérant qu’au terme d’une période de congé parental, l’agent est réintégré de droit,

Considérant que l’agent placé en congé parental conserve ses droits à l'avancement, dans la limite d'une durée de cinq ans pour l'ensemble de sa carrière,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : Civilité Prénom NOM, gradetitulaire à temps non complet (h/35h) en position de congé parental depuis le jj/mm/aaaa, est, sur sa demande, réintégrée, à compter du jj/mm/aaaa en qualité de grade titulaire à temps non complet (h/35h), au      échelon de son grade, indice brut      , indice majoré       avec un reliquat d’ancienneté de année(s) mois jour(s). [cliquer ici pour accéder à l’outil de calcul](https://cdg50.fr/wp-content/uploads/2023/03/calcul-Reintegration-suite-a-conge-parental-.xlsx)

**ARTICLE** **2** : *le cas échéant si Avancement d'échelon*

A compter de cette même date, Civilité Prénom NOM est avancée au       échelon de son grade, indice brut      , indice majoré      , avec un reliquat d’ancienneté de année(s) mois jour(s) dans l’échelon.

**ARTICLE 2 3** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- L’agent comptable de la collectivité,

- Monsieur le Président du Centre de Gestion,

- L’agent.

MonsieurMadamele Mairele Présidentla Présidente :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

|  |  |
| --- | --- |
| Notifié à l’intéressée  le ............................... | Fait à      ,  le ................................. |
| L’agent,  Prénom NOM | MonsieurMadamele Mairele Présidentla Présidente,  Prénom NOM |